

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Troyes, le 10 avril 2025

Nos réf. : SAU/FB/MI n° 25 - 202

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TCP DEVELOPPEMENT

119 route d'Auxerre
10120 SAINT-ANDRE-LES-VERGERS

Code AIOT : 0005703011

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 1^{er} avril 2025 dans l'établissement TCP DEVELOPPEMENT implanté 119 route d'Auxerre - BP 9 – 10120 SAINT-ANDRE-LES-VERGERS. L'inspection a été annoncée le 3 mars 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans une action coup de poing sur les entrepôts pour vérification de la gestion d'un incendie (Vérification de la procédure mise en place par l'exploitant (Plan de défense incendie) et de la maîtrise des stockages (tenue de l'état des stocks)).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TCP DEVELOPPEMENT
- 119 route d'Auxerre - BP 9 - 10120 SAINT-ANDRE-LES-VERGERS
- Code AIOT : 0005703011
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

TCP DEVELOPPEMENT est une société de logistique et de transport implantée entre SAINT ANDRE LES-VERGERS et ROSIERES-PRES-TROYES. L'activité a été autorisée par arrêté préfectoral n°07-4326 du 30 novembre 2007 et un arrêté préfectoral complémentaire n°10-2270 du 13 juillet 2010 pour l'exploitation des entrepôts existants.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4.I.	Sans objet
2	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 23	Sans objet
3	Entretien des abords	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.3	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie Point d'eau	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 13	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 13	Sans objet
6	Ateliers de charge	Arrêté Préfectoral du 30/11/2007, article 7.3.2.1 alinéas 'ateliers de charge d'accumulateurs des bâtiments 3 et 5'	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'état stock est conforme et disponible rapidement de l'extérieur du site via une application. Le plan de défense incendie n'appelle pas d'observation particulière. Le site est propre et les abords sont entretenus. Les moyens de protection incendie (poteaux incendie, extincteurs et RIA) sont accessibles et entretenus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4.I.
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des stockages
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

<p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter un état stock en date du 1^{er} avril 2025, dont la fréquence de mise à jour est hebdomadaire.</p> <p>L'accès à cet état stock est possible sur site ainsi que par accès internet. En quelques minutes, l'exploitant a accès aux informations sur téléphone via une application. Les données sont stockées de manière externalisée.</p> <p>Par sondage, l'état stock a été inspecté sur le bâtiment B6 pour 3 produits classés 4XXX. Pour un des produits, il s'est avéré qu'il était absent du lieu de stockage indiqué dans le tableau d'état stock. Toutefois, l'exploitant a pu retrouver en quelques minutes le produit et le stocker pendant la visite d'inspection à l'endroit défini dans son tableau. L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur un suivi plus strict.</p> <p>Aucune observation pour les deux autres produits dont le stockage correspondait au tableau de suivi.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Plan de défense incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 23</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre un incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; - les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Constats :

L'exploitant a présenté son plan de défense incendie et a explicité les documents et les plans qui le composent, le plan n'appelle pas d'observation.

Par sondage, l'inspection a demandé les éléments de formation du personnel de la société de surveillance qui intervient en dehors des heures et jours d'ouverture. La date du 29 mars 2025, a été choisie aléatoirement, l'exploitant a présenté une feuille d'intervention ainsi que l'attestation de formation initiale d'agent de sécurité incendie (qualification SSIAP 1) du personnel impliqué datée du 17 octobre 2018

Toutefois, l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la période de validité de ce type de formation dont le renouvellement doit être fait tous les 3 ans pour maintenir sa qualification SSIAP 1. L'exploitant prendra les mesures de contrôle de sa ou ses sociétés prestataires pour s'assurer de la bonne formation et de leur renouvellement du personnel de surveillance.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Entretien des abords

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des départs de feu
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et exempts de sources potentielles d'incendie. Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible. Pour l'entretien des surfaces extérieures de son site (parkings, espaces verts, voies de circulation...), l'exploitant met en œuvre des bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne le désherbage.
Constats : Les installations et les abords du site sont maintenus propres et sont entretenus, ce point n'appelle pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie – Point d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 13
Thème(s) : Risques accidentels, Présence et entretien des points d'eaux
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : a) Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b) Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours).
Constats : Lors de la visite, le bon état des poteaux incendie internes au site a été constaté. Les points de raccordement sont conformes pour une bonne intervention des services de secours. L'exploitant a présenté le dernier contrôle daté du 15 octobre 2024 qui ne fait pas état de non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 13
Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;
Constats : Lors de la visite, le bon état des extincteurs et des RIA ainsi que leur accessibilité ont été constatés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Ateliers de charge

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2007, article 7.3.2.1 alinéas 'ateliers de charge d'accumulateurs des bâtiments 3 et 5'
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité
Prescription contrôlée : Il est prescrit : « - séparés des cellules de stockage par des parois, et des portes coupe-feu, munies d'un ferme-porte. Ces éléments sont coupe-feu de degré 2 heures, <ul style="list-style-type: none">- non surmontés d'étage,- ne commanderont aucun dégagement,- la porte d'accès s'ouvrira en dehors et sera normalement fermée,- le sol imperméable et présentant une pente convenable pour l'écoulement des eaux de manière à éviter toute stagnation. »
Constats : Ce point n'appelle pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite